



ÉDITORIAL

La lutte des classes sous la lutte des places

SÉBASTIEN CRÉPEL, CODIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Certains pourront se rassurer en se disant qu'il y a du progrès. Moins insolemment riches que leurs prédécesseurs du gouvernement Bayrou, les ministres de l'équipe Lecornu se rapprochent (un peu) du niveau de vie moyen des Français. Avec 1,7 million d'euros de patrimoine brut moyen, selon la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), qui a compilé les données de 29 ministres en poste sur 36, ces derniers sont presque deux fois moins riches que ceux de 2025 – un authentique gouvernement de ploutocrates, à l'époque, avec presque 3 millions d'euros de fortune personnelle par tête. Mais c'est le niveau médian, plus que la moyenne des patrimoines, qui permet le mieux les comparaisons avec le reste de la population. Celui du gouvernement s'établit au-dessus de 1 million d'euros (1,035 million). 50 % des ministres possèdent des biens d'une valeur se situant à ce seuil ou au-dessus, 50 % au-dessous. C'est environ cinq fois le patrimoine médian des ménages (205 100 euros en 2024, selon l'Insee). Vingt de ses membres font partie des 10 % des Français les plus riches (au moins 858 700 euros brut), voire, pour le quart d'entre eux, du club encore plus restreint des 5 % de très fortunés (plus de 1 268 200 euros). Dix-huit sur 29 sont millionnaires. À eux tous, ils cumulent 48,5 millions d'euros, soit 2 800 années de Smic net.

Les ministres de Sébastien Lecornu se situent ainsi à peu près au même niveau que leurs collègues du gouvernement Borne, en 2022. Avec une différence notable cependant. Si la richesse de ces derniers apparaissait déjà très en décalage avec le niveau de vie de la population qu'ils étaient censés servir (voir l'éditorial de « l'Humanité magazine » n° 834 du 8 décembre 2022), au moins tiraient-ils une certaine légitimité du résultat des urnes, qui avaient accordé une majorité législative – certes relative – favorable au président de la République et à son gouvernement. Cette fois, rien de tel : le roi est nu. Dépouillé de toute légitimité électorale depuis les législatives perdues de 2024, le gouvernement en poste apparaît dès lors pour ce qu'il est réellement : un pur produit de la classe dominante,

façonné par et pour elle, qui n'a d'autre représentativité que celle que lui confère sa fortune.

À la lecture des données de la HATVP, le mépris du suffrage universel affiché par Emmanuel Macron et ses ministres n'en prend que plus de sens. Ce n'est pas une simple « lutte de places » qui a poussé la Macronie et ses soutiens à ne pas céder leurs maroquins en dépit de la déroute électorale, mais bien la lutte des classes dans toute son âpreté. Souvenons-nous qu'à l'origine de l'imposture – qui dure toujours – se trouve le refus acharné de voir la gauche du Nouveau Front populaire gouverner. Quitte à s'allier, pour tenir, avec le Rassemblement national afin d'éviter la censure.

Ce gouvernement, devenu ouvertement celui de la minorité des fortunés, poursuit des priorités et un agenda qui n'a rien à voir avec les besoins des salariés, des retraités et de la jeunesse. Après avoir dû reculer sur son projet de démolir le 1^{er} Mai férié, chôme et payé, il refuse de prendre des mesures urgentes et simples comme le plafonnement des prix du carburant pour enrayer leur envolée. Du bout des lèvres et dos au mur, il concède des aides restreintes, au mécanisme complexe, qui pèseront sur les finances publiques, donc sur les Français en général – 6 milliards d'euros de nouvelles coupes budgétaires sont annoncés –, pour préserver les distributeurs. Ceux-ci ont pourtant déjà engrangé des surprofits de l'ordre de 10 à 20 centimes supplémentaires par litre depuis la crise au Moyen-Orient, selon une note gouvernementale dévoilée par France Info. Mais, à en croire le ministre Serge Papin, « les distributeurs ne profitent pas de la crise ». À la tête du plus gros patrimoine du gouvernement (8,5 millions d'euros), lui, en tout cas, n'en souffre pas comme ses compatriotes. ●

Au sein du gouvernement Lecornu, 18 ministres sont millionnaires. À eux tous, ils cumulent 48,5 millions d'euros de patrimoine, soit 2 800 années de Smic.